


Politique industrielle : la CES demande à l'UE d'agir en matière de restructurations et de politiques d'innovation

Geplaatst op vrijdag 17 augustus 2012 | 

 SHARE

Répondant à la consultation de l'Union européenne sur l'avenir de la politique industrielle, la Confédération européenne des syndicats (CES) a renouvelé son appel en faveur d'une action de l'UE en matière de restructurations et d'anticipation du changement ainsi que d'un agenda industriel favorisant les industries nouvelles, les produits et les services durables afin de garantir les emplois de demain.

« Un des éléments clés de toute politique industrielle est de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée et bien formée pour produire des biens et des services de qualité. Et pourtant, la stratégie de l'UE pour l'emploi est axée sur des réformes du marché du travail qui mènent à davantage de flexibilité et à une précarité accrue affectant directement l'objectif de mise à niveau des compétences et de recyclage de la main-d'œuvre », explique la CES dans sa réponse.

La CES s'est attachée à définir les orientations de l'industrie en tenant compte de l'efficacité énergétique et de l'utilisation rationnelle des ressources ainsi que la manière de financer cet agenda de politique industrielle.

« Des politiques macroéconomiques durables et progressistes constituent la base des services publics comme des entreprises opérant en Europe. La CES répète une nouvelle fois que l'austérité ne fonctionne pas et ne fonctionnera pas davantage demain : cette politique va à l'encontre du but recherché et a échoué. L'opinion selon laquelle un assainissement budgétaire rapide rétablira la confiance et poussera les taux d'épargne à la baisse se révèle une fois encore être un mythe... Au lieu d'une concurrence pour l'emploi entre États membres, l'Europe a besoin d'investir pour sortir de la crise : des investissements structurels plutôt que des réformes structurelles », rappelle la CES.

« Les travailleurs en Europe veulent voir émerger une véritable politique industrielle. Il faut aller au-delà de la rhétorique selon laquelle l'économie réelle doit être soutenue et passer à l'action pour favoriser l'innovation, garantir l'accès au financement et au crédit et développer une dimension sociale à même de s'attaquer à la pénurie de compétences et de promouvoir l'emploi de qualité », a déclaré Judith Kirton-Darling, Secrétaire confédérale de la CES.